

LE CODE CRIMINEL

L'UNIFORMITÉ D'ACTION QUANT À
L'ALCOOTEST

[Traduction]

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Comme le ministre songe à en appeler à la Cour suprême du Canada au sujet des dispositions sur l'alcootest en cas de conduite dangereuse, a-t-il l'intention de se mettre en rapport avec les procureurs généraux des diverses provinces du Canada pour obtenir une uniformité d'action au sujet des accusations qui seront entendues, des personnes déjà condamnées et de celles dont le permis de conduire a été suspendu?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, évidemment, il dépendra des divers procureurs généraux de décider comment l'alcootest continuera de s'appliquer au Canada, mais je prendrai en considération la proposition du député.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au président du Conseil privé. Étant donné les problèmes que crée l'abus du pouvoir exécutif, le ministre voudrait-il amener bientôt sur le tapis les recommandations du comité des instruments statutaires, qui prévoient certaines garanties contre le genre de maladresses dont nous avons été témoins récemment, afin qu'on puisse prendre une décision?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il me semble que le député se méprend sur la situation. Les tribunaux y ont très convenablement paré.

LES PÊCHES

L'OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—LA
NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DE
CELUI DU CONSEIL

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches. Le bill sur l'Office canadien du poisson salé ayant reçu la sanction royale le 25 mars et comme le ministre a envoyé un télégramme aux exportateurs pour qu'ils renoncent à toute exportation à l'avenir, ce dernier est-il maintenant en mesure de déclarer quand le président de l'Office et le président du Conseil seront nommés? Le retard nuit à nos marchés au cours de la présente saison.

[M. Ouellet.]

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je puis sans doute donner au député l'assurance que le travail est en cours et qu'il n'y a vraiment pas de retard. Dans le cas du président du Conseil, nous espérons que la désignation sera faite à la fin de cette semaine, et dans le cas du président de l'Office, peut-être au milieu du mois.

LE CODE CRIMINEL

LA PROMULGATION DE TOUTES LES DIS-
POSITIONS SUR L'ALCOOTEST

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Afin de prévenir un autre retard et une plus grande confusion, le gouvernement songe-t-il à promulguer au complet les dispositions législatives sur l'alcootest, pour qu'elles soient en vigueur à compter de maintenant, peu importe ce qui a pu arriver dans le passé?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice et procureur général): Monsieur l'Orateur, à mon avis, les tribunaux sont dûment saisis de la question et j'aimerais que les choses suivent leur cours avant de décider quelle ligne de conduite recommander au gouvernement pour l'avenir. J'ai l'intention d'attendre le jugement que rendra la Cour suprême du Canada.

LES DISPOSITIONS SUR L'ALCOOTEST—L'ÉQUI-
PEMENT SCIENTIFIQUE INDISPENSABLE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice nous dirait-il à ce stade s'il y a eu des négociations ou des arrangements avec des organisations ou sociétés du pays en vue de fournir l'équipement scientifique indispensable, comme le prévoit le bill adopté par le Parlement?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Oui, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai déjà déclaré, la Gendarmerie royale du Canada a étudié et étudie encore toutes les demandes d'approbation relatives à l'équipement nécessaire pour appliquer l'alcootest. Elle ne s'estime pas encore en mesure d'approuver aucune marque particulière d'équipement.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, cela répond pratiquement aux questions que j'avais en vue, mais je demanderais au ministre si l'on n'a trouvé aucun contenant susceptible d'assurer la protection et le respect des droits de l'accusé, comme le veut la loi?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, on a fabriqué des quantités de contenants mais,